



Conseil économique et social

Distr. générale
18 mai 2016
Français
Original : anglais

**Forum du Conseil économique et social
sur le suivi du financement du développement**
18-20 avril 2016

Rapport de la session inaugurale du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

1. Le Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement recommande au Conseil économique et social de communiquer au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil, les suivantes, arrêtées sur le plan intergouvernemental :

Financement du développement durable : suite à donner au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement

1. Nous, ministres et hauts représentants réunis à New York, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, du 18 au 20 avril 2016, à l'occasion du premier Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, réaffirmons notre entière détermination à mettre en œuvre dans son intégralité et en temps voulu le Programme d'action d'Addis-Abeba, adopté par la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et inspiré du Consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha.

2. Nous considérons que le Programme d'action d'Addis-Abeba offre un cadre global pour le financement du développement durable et fait partie intégrante du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qu'il appuie et complète, et dont il contribue à contextualiser les cibles relatives aux moyens de mise en œuvre à l'aide de politiques et de mesures concrètes. Celles-ci concernent les ressources publiques nationales; les entreprises et les financements privés nationaux et internationaux; la coopération internationale



pour le développement; le commerce international en tant que moteur du développement; la dette et la viabilité de la dette; les problèmes systémiques; la science, la technologie, l'innovation et le renforcement des capacités; les données, le contrôle et le suivi.

3. Nous nous félicitons de la démarche en trois volets que l'Équipe spéciale interorganisations sur le financement du développement a proposée dans son rapport de 2016 et attendons avec intérêt les prochains rapports, dans lesquels devraient figurer une analyse du contexte mondial et de ses incidences sur le processus de suivi ainsi qu'une vue d'ensemble de chacun des chapitres du Programme d'action d'Addis-Abeba et des synergies entre eux. Ces rapports devraient aussi mettre en avant les questions et les données actualisées pertinentes, tout en exposant l'ensemble des engagements et mesures pris dans une annexe en ligne et en passant en revue certains aspects thématiques.

4. Nous attendons avec impatience les sessions à venir du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement et estimons qu'il est primordial d'en arrêter bien à l'avance les dates et les thèmes, entre autres questions d'organisation.

II. Informations générales

2. Dans sa résolution 69/313, l'Assemblée générale a décidé que le processus de suivi du financement du développement comprendrait un forum annuel du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, dont la participation, au niveau intergouvernemental, serait universelle et qui serait lancé pendant le cycle en cours du Conseil. Les modalités de participation à ce forum seraient les mêmes que celles appliquées aux conférences internationales sur le financement du développement. Le forum durerait au maximum cinq jours dont l'un serait consacré à la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la CNUCED, ainsi que d'autres acteurs institutionnels et autres parties prenantes en fonction des priorités et de la portée de la réunion; quatre jours au maximum seraient consacrés au suivi et à l'examen des décisions touchant au financement du développement et des moyens de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. Les conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental à l'issue de ce forum seraient intégrées au suivi et à l'examen, dans son ensemble, de la mise en œuvre du Programme de développement pour l'après-2015 au cours du Forum politique de haut niveau pour le développement durable.

3. Dans sa résolution 70/192, l'Assemblée générale a réaffirmé que le Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement se réunirait au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York au printemps, tiendrait sa première session en 2016 et serait présidé par le Président du Conseil économique et social.

4. Dans sa décision 2016/210, le Conseil économique et social a décidé que la session du Forum en 2016 se tiendrait du lundi 18 avril au mercredi 20 avril 2016, sans préjudice des décisions concernant le calendrier et la durée de forums futurs. Dans sa décision 2016/211, le Conseil a décidé que le thème du Forum de 2016 serait le suivant « Financement du développement durable : suite à donner au

Programme d'action d'Addis-Abeba », sans préjudice des décisions concernant les thèmes de forums futurs.

5. Le présent rapport décrit le déroulement de la séance inaugurale de 2016 du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement.

6. Le résumé, établi par le Président du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, y compris la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), figure dans le document A/71/88-E/2016/68.

III. Financement du développement durable : suite à donner au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement

7. Le Forum a consacré ses 1^{re} à 6^e séances, tenues du 18 au 20 avril, à l'examen du point 2 de son ordre du jour (Financement du développement durable : suite à donner au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement). Il était saisi d'une note du Secrétaire général sur le suivi des engagements et des initiatives énoncés dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement.

A. Réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

8. À ses 1^{re} et 2^e séances, tenues le 18 avril 2016, le Forum a examiné l'alinéa a) (Réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'OMC et la CNUCED) du point 2 de l'ordre du jour (Financement du développement durable : suite à donner au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement).

9. À la 1^{re} séance, le 18 avril, les participants au Forum ont visionné des messages vidéo de Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), et de Roberto Azevêdo, Directeur général de l'OMC, et ont entendu une déclaration de Mahmoud Mohieldin, Premier Vice-Président pour le Programme de développement à l'horizon 2030 chargé des relations avec l'ONU et des partenariats au Groupe de la Banque mondiale.

10. À la même séance, les représentants ci-après d'institutions intergouvernementales ont fait des déclarations : Bambang Brodjonegoro, Président du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale; Alfredo Suescum, Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED; et Calvin McDonald, Secrétaire adjoint du FMI et Secrétaire par intérim du Comité monétaire et financier international.

11. Également à la même séance, des exposés thématiques ont été présentés par Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement; Wu Hongbo, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et Président du Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement, à l'origine du premier rapport de l'Équipe spéciale interorganisations; Mukhisa Kituyi, Secrétaire général de la CNUCED; et Shamshad Akhtar, Secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, prenant la parole au nom des commissions régionales.

Dialogue interactif sur le thème « Promouvoir la cohérence des politiques dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba »

12. À sa 2^e séance, le 18 avril, le Forum a tenu un dialogue interactif en deux parties sur le thème « Promouvoir la cohérence des politiques dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba ». Ce dialogue a été animé par Eliza Anyangwe, journaliste pour Guardian News and Media et CNN International.

13. Après une déclaration liminaire du Président du Conseil (République de Corée), des déclarations ont été faites par Merza Hasan, doyen du Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale; Aleksei Mozhin, doyen du Conseil des administrateurs du FMI; Alfredo Suescum, Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED.

Partie 1 : Cohérence dans la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba

14. Les intervenants principaux ci-après ont fait des déclarations : Matthew MacGuire, Administrateur à la Banque mondiale pour les États-Unis; Serge Dupont, Président du Comité de liaison avec la Banque mondiale, l'ONU et d'autres organisations internationales et Administrateur au FMI pour le Canada, l'Irlande et les États membres de la région des Caraïbes; et Héctor Alejandro Palma Cerna, Représentant permanent adjoint du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Président du Conseil.

15. Au cours du débat qui a suivi, les représentants du Paraguay, de l'Éthiopie et du Tchad ont formulé des observations et posé des questions.

16. Après une réponse du Président du Conseil (République de Corée), des observations ont également été formulées par Alfredo Suescum, Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED; Merza Hasan, doyen du Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale; Satu Santala, Administratrice au Groupe de la Banque mondiale pour les pays nordiques et baltes; Jeske de Lint, Conseillère auprès de l'Administrateur au FMI pour les Pays-Bas; Subash Chandra Garg, Administrateur au Groupe de la Banque mondiale pour l'Inde, le Bangladesh, le Bhoutan et Sri Lanka.

17. Le représentant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a fait une déclaration.

18. Les représentants des entités ci-après du secteur des entreprises ont fait des déclarations : Promotion globale du financement pour le développement et Conseil international des mines et métaux.

19. Les représentants de Center of Concern et du Third World Network, deux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil, ont également fait des déclarations.

Partie 2 : Aide au développement et aide humanitaire

20. Les intervenants principaux ci-après ont fait des déclarations : Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies et Vice-Président du Conseil; et Satu Santala, Administratrice au Groupe de la Banque mondiale pour les pays nordiques et baltes.

21. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de l'Iraq, du Kazakhstan et du Liban ont formulé des observations et posé des questions.

22. Chileshe Kapwepwe, Administratrice au FMI pour les pays africains anglophones et Claire Roberts, Administratrice suppléante au Groupe de la Banque Mondiale pour le Royaume-Uni ont aussi fait des déclarations.

23. Un représentant du Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil, est également intervenu.

B. Débat général

24. Le Forum a tenu un débat général au titre de l'alinéa b) (Débat général) du point 2 de son ordre du jour (Financement du développement durable : suite à donner au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement) lors de ses 1^{re} et 6^e séances, tenues les 18 et 20 avril 2016.

25. À sa 1^{re} séance, le 18 avril, le Forum a entendu des déclarations de : Neven Mimica, Commissaire pour la coopération internationale et le développement de l'Union européenne; Isabella Lövin, Ministre suédoise de la coopération au développement international; Miguel Ángel Moir, Ministre guatémaltèque de la planification; Ivan Zarak, Vice-Ministre panaméen de l'économie; Cristiaan Rebergen, Vice-Ministre néerlandais de la coopération internationale; Mohammad Khazae Torshizi, Vice-Ministre iranien de l'économie et des finances; Virachai Plasai, Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (au nom du Groupe des 77 et de la Chine); Richard Nduhuura, Représentant permanent de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies (au nom des États d'Afrique); Azeema Adam, Gouverneur de l'Autorité monétaire des Maldives (au nom de l'Alliance des petits États insulaires); Mary Elizabeth Flores, Représentante permanente du Honduras auprès de l'Organisation des Nations Unies (également au nom d'un groupe restreint d'États soutenant les pays à revenu intermédiaire: l'Arménie, le Bélarus, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique, le Panama, les Philippines et la République dominicaine); Gina Casar, Directrice exécutive de l'Agence mexicaine de la coopération internationale pour le développement; Martin Bille Hermann, Secrétaire d'État à la politique de développement du Danemark; Roberto B. Tan, Trésorier national au Département des finances du Bureau du Trésor des Philippines; Nawaf Salam, Représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies; Najla Al Kaabi, Sous-Secrétaire adjointe pour la

coopération internationale au Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale des Émirats arabes unis; Geir O. Pedersen, Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies; Giampaolo Cantini, Directeur général de la coopération pour le développement au Ministère des affaires étrangères de l'Italie; Martín García Moritán, Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies; Miguel Camilo Ruiz, Représentant permanent adjoint de la Colombie auprès de l'Organisation des Nations Unies; Carlos Duarte, Représentant permanent adjoint du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies; Yuthika Indraratne, Directrice du Département de la recherche économique de la Banque centrale de Sri Lanka; Toferry Primanda Soetikno, Directeur du développement économique et de l'environnement de l'Indonésie.

26. À la même séance, le représentant de l'Organisation de coopération et de développement économiques a fait une déclaration.

27. À sa 6^e séance, le 20 avril, le Forum a entendu des déclarations de : André Vallini, Secrétaire d'État chargé du développement et de la francophonie de la France; Igor Lukšić, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne du Monténégro; Paul Oquist Kelley, Ministre et Secrétaire nicaraguayen à la présidence pour les affaires nationales; Ngoako Ramatlhodi, Ministre sud-africain des services publics et de l'administration; Maria Teresa Gonçalves Ribeiro, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal; Jesús Gracia Aldaz, Vice-Ministre espagnol des affaires étrangères; Yasser Sobhi, Vice-Ministre égyptien des finances; Mohamed Ahmed Shide, Secrétaire d'État pour le Ministère des finances et de la coopération économique de l'Éthiopie; Degol Mendes, Secrétaire d'État au plan et à l'intégration régionale de la Guinée-Bissau; Rhonda King, Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines (au nom de la Communauté des Caraïbes); Omer Dahab Fadl, Représentant permanent du Soudan auprès de l'Organisation des Nations Unies; Neil Briscoe, Chef du Département des partenariats mondiaux au Ministère du développement international du Royaume-Uni; Ahmed bin Mohammed Al-Muraikhi, Directeur du Département du développement international du Ministère des affaires étrangères du Qatar; Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies; Marcia Colquhoun, Chef adjointe de l'Équipe spéciale chargée du Programme 2030, Affaires mondiales Canada; Michael Gerber, Envoyé spécial pour le développement durable à l'échelle mondiale, Département fédéral suisse des affaires étrangères; George Wilfred Talbot, Représentant permanent de la Guyane auprès de l'Organisation des Nations Unies; Nwe Nwe Win, Directrice générale du Ministère du plan et des finances du Myanmar; Stephanie Amadeo, représentante adjointe des États-Unis au Conseil économique et social; Claudia Aguilar, Envoyée spéciale et Conseillère du Ministre des affaires étrangères d'El Salvador; Caitlin Wilson, Représentante permanente adjointe de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies (également au nom du Mexique, de l'Indonésie, de la République de Corée et la Turquie); Young-ju Oh, Représentante permanente adjointe de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies; Larisa Miculet, Représentante permanente adjointe de la République de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies; Sergey Kononuchenko, Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies; Maria Eugenia del Castillo, Conseillère et Représentante permanente de la République dominicaine auprès de l'Organisation

des Nations Unies (au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes).

28. À la même séance, les représentants de la Chine et de Cuba ont fait des déclarations.

29. Également à la même séance, les représentants de l'OIT, du Programme des Nations Unies pour les établissements humains et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance ont fait des déclarations.

30. Un représentant de Promotion globale du financement pour le développement est aussi intervenu à la 6^e séance, au nom du secteur des entreprises.

31. Le représentant de Jubilé Sud, organisation non gouvernementale accréditée lors des précédentes conférences internationales sur le financement du développement, s'est également exprimé à la même séance au nom des organisations de la société civile.

C. Tables rondes et réunion-débat

32. De sa 3^e à sa 6^e séance, tenues les 19 et 20 avril 2016, le Forum a consacré six tables rondes ainsi qu'une réunion-débat à l'alinéa c) (Tables rondes et réunion-débat) du point 2 de son ordre du jour.

Table ronde A : « Cadre global de financement du développement durable »

33. À sa 3^e séance, tenue le 19 avril, le Forum a consacré la table ronde A au thème « Cadre global de financement du développement durable ». Cette table ronde était présidée par Ahmed Shide, Ministre des finances et de la coopération économique de l'Éthiopie, et animée par David Nabarro, Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Programme de développement durable pour 2030.

34. Suite aux déclarations faites par le Président et par l'animateur, des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Lakshmi Puri, Sous-Secrétaire générale et Directrice exécutive adjointe du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et des partenariats stratégiques de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; et Maria Helena Semedo, Directrice générale adjointe et Coordinatrice ressources naturelles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

35. L'animatrice principale, Isabel Ortiz, Directrice du Département de la protection sociale de l'OIT, a également fait une déclaration.

36. Au cours du débat qui a suivi, les représentants du Paraguay, de la Suisse et du Portugal ont pris la parole.

37. Le représentant de la Confédération syndicale internationale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil, a également fait une déclaration.

38. Le Président a fait une déclaration finale.

Table ronde B : « Ressources publiques nationales et internationales »

39. À sa 3^e séance, tenue le 19 avril, le Forum a consacré la table ronde B au thème « Ressources publiques nationales et internationales ». Cette table ronde s'est déroulée en deux parties, chacune présidée par Gina Casar, Directrice exécutive de l'Agence du Mexique pour le développement international, et animée par Amar Bhattacharya, associé principal de recherche à l'Institut Brookings.

40. La Présidente et l'animateur ont fait une déclaration.

Partie 1 : Ressources publiques nationales

41. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Armando Lara Yaffar, Président du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale; et Peter Mullins, Chef de Division adjoint du Département des finances publiques du FMI.

42. Khady Dia Sarr, Directeur de programme du Dakar Municipal Finance Program du Sénégal, a fait une déclaration.

Partie 2 : Coopération internationale pour le développement

43. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Mario Pezzini, Directeur du Centre de développement et Directeur par intérim de la Direction de la coopération pour le développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques; et Subash Chandra Garg, Administrateur au Groupe de la Banque mondiale pour le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde et Sri Lanka.

44. L'animatrice principale, Smita Nakhoda, associée principale de recherche à l'Overseas Development Institute, a fait une déclaration.

Dialogue interactif avec les participants

45. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de la Belgique, de l'Italie, d'El Salvador, de la Norvège, de la France, de l'Indonésie, du Myanmar, de la Suisse et du Tchad ont formulé des observations et posé des questions.

46. Une déclaration a également été faite par Ursula Müller, Administratrice au Groupe de la Banque mondiale pour l'Allemagne.

47. Le représentant d'AbzeSolar est intervenu, au nom du secteur privé.

48. Une déclaration a également été faite par le représentant de Gestos, organisation non gouvernementale accréditée pour les conférences internationales antérieures sur le financement du développement.

49. La Présidente a fait une déclaration finale.

Table ronde C : « Entreprises et financements privés nationaux et internationaux »

50. À sa 4^e séance, tenue le 19 avril, le Forum a consacré la table ronde C au thème « Entreprises et financements privés nationaux et internationaux ». Cette table ronde s'est déroulée en deux parties, chacune présidée par Christian Leffler, Secrétaire général adjoint chargé des questions économiques et mondiales à l'Union

européenne, et animée par Marilou Uy, Directrice exécutive du Secrétariat du Groupe international des 24.

51. Le Président et l'animatrice ont fait une déclaration.

Partie 1 : Entreprises et financements privés nationaux

52. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Gavin Wilson, Vice-Président de la Société financière internationale et Directeur général de la Société de gestion d'actifs; et Fiona Reynolds, Directrice générale de l'initiative Principes pour l'investissement responsable.

53. L'animateur principal, Steve Waygood, Directeur de l'investissement responsable chez Aviva Investors, a fait une déclaration.

Partie 2 : Entreprises et financements privés internationaux

54. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Keiko Honda, Vice-Présidente exécutive et Présidente directrice générale de l'Agence multilatérale de garantie des investissements; et Richard Kozul-Wright, Directeur de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la CNUCED.

55. L'animateur principal, Bill Streeter, conseiller financier principal pour l'organisation Promotion globale du financement pour le développement, a fait une déclaration.

Dialogue interactif avec les participants

56. Au cours du débat qui a suivi, les représentants du Tchad, de la France et de la Suisse ont formulé des observations et posé des questions.

57. Une déclaration a également été faite par Khalid S. A. Alkhudairy, Administrateur au Groupe de la Banque mondiale pour l'Arabie saoudite.

58. Les représentants des entités ci-après du secteur des entreprises ont fait des déclarations : Ernst & Young et Chambre de commerce internationale.

59. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil ont également fait des déclarations : ActionAid International et Confédération syndicale internationale.

60. L'animatrice et le Président ont fait une déclaration finale.

Table ronde D: « Dette et problèmes systémiques »

61. À sa 5^e séance, tenue le 20 avril, le Forum a consacré la table ronde D au thème « Dette et problèmes systémiques ». Cette table ronde s'est déroulée en deux parties, chacune présidée par Hector Alejandro Palma Cerna (Honduras), Vice-Président du Conseil, et animée par José Antonio Ocampo, professeur et Directeur du Département du développement économique et politique à la School of International and Public Affairs de l'Université de Columbia.

62. Le Président et l'animateur ont fait une déclaration.

Partie 1 : Dette

63. Des exposés ont été présentés par : Alistair Smith, Administrateur au Groupe de la Banque mondiale pour l'Antigua-et-Barbuda, les Bahamas, la Barbade, le Belize, le Canada, la Dominique, la Grenade, le Guyana, l'Irlande, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines; et Stéphanie Blankenburg, Chef du Service de la dette et du financement du développement de la Division de la mondialisation et des stratégies de développement de la CNUCED.

64. L'animateur principal, Lee Buchheit, associé du cabinet d'avocats Cleary, Gottlieb Steen and Hamilton LLP, a fait une déclaration.

Partie 2 : Problèmes systémiques

65. Min Zhu, Directeur général adjoint du FMI, et l'animateur ont présenté un exposé.

66. L'animatrice principale, Jo Marie Griesgraber, Directrice exécutive de la Coalition Nouvelles règles pour la finance mondiale, a fait une déclaration.

Dialogue interactif avec les participants

67. Au cours du débat qui a suivi, les représentants des États-Unis et de la France ont formulé des observations et posé des questions.

68. Une déclaration a également été faite par l'Administrateur au Groupe de la Banque mondiale pour l'Arabie saoudite.

69. Les représentants des entités ci-après du secteur des entreprises ont fait des déclarations : Morgan Lewis et Promotion globale du financement pour le développement.

70. Les représentants des organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil ont également fait des déclarations : Niger Delta Women's Movement for Peace and Development; Center of Concern et Réseau européen sur la dette et le développement.

71. Le Président a fait une déclaration finale.

Table ronde E : « Commerce, science, technologie, innovation et renforcement des capacités »

72. À sa 5^e séance, tenue le 20 avril, le Forum a consacré la table ronde E au thème « Commerce, science, technologie, innovation et renforcement des capacités ». Cette table ronde s'est déroulée en deux parties, chacune présidée par Paul Herbert Oquist Kelley, Ministre et Secrétaire privé du Président chargé des politiques nationales du Nicaragua, et animée par le Président du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED.

73. Le Président et l'animateur ont fait une déclaration.

Partie 1 : Commerce

74. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Puvan Selvanathan, Chef du Centre du commerce international; et Hans-Peter Werner,

Conseiller et Chef du Comité du commerce et du développement de la Division du développement de l'OMC.

75. L'animatrice principale, Deborah James, Directrice des programmes internationaux du Center for Economic and Policy Research, a fait une déclaration.

Partie 2 : Science, technologie, innovation et renforcement des capacités

76. Andrew Hirsch, Directeur général de l'Institut international de la propriété intellectuelle, a présenté un exposé.

77. L'animateur principal, Ambuj Sagar, professeur d'études politiques à l'Institut indien de technologie et membre du groupe d'experts créé pour appuyer le Mécanisme de facilitation des technologies, a fait une déclaration.

Dialogue interactif avec les participants

78. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de l'Indonésie et des Pays-Bas ont formulé des observations et posé des questions.

79. Les représentants des entités ci-après du secteur des entreprises ont fait des déclarations : KPMG International; Infrastructure Experts Group et Cités et gouvernements locaux unis.

80. Des déclarations ont également été faites par les représentants des organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du Conseil : Action Group on Erosion, Technology and Concentration (ETC Group); Africa Development Interchange Network et Third World Network.

81. Le Président a fait une déclaration finale.

Table ronde F : « Données, contrôle et suivi »

82. À sa 6^e séance, tenue le 20 avril, le Forum a consacré la table ronde F au thème « Données, contrôle et suivi ». Cette table ronde était présidée par André Vallini, Secrétaire d'État au développement et à la francophonie de la France, et animée par Lenni Montiel, Sous-Secrétaire général chargé du développement économique au Département des affaires économiques et sociales.

83. Le Président et l'animatrice ont fait une déclaration.

84. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Robert York, Chef de la Division Institutions financières du Département des statistiques du FMI, et John James Pullinger, statisticien national au Royaume-Uni, (par vidéo).

85. L'animateur principal, Stefano Prato, Directeur administratif de la Société internationale pour le développement, a fait une déclaration.

86. Au cours du débat qui a suivi, le représentant du Canada a formulé des observations et posé des questions.

87. Les représentants des entités ci-après du secteur des entreprises ont fait des déclarations : Foundation Center; KPMG International et Promotion globale du financement pour le développement.

88. Des déclarations ont également été faites par les représentants des organisations non gouvernementales suivantes dotées du statut consultatif auprès du

Conseil : Development Initiatives et Centre for Human Rights and Climate Change Research (prenant la parole également au nom du Groupe d'organisations de la société civile sur le financement du développement (FdD) et du Groupe de travail des femmes sur le financement du développement).

Réunion-débat sur l'Instance mondiale dédiée aux infrastructures

89. À sa 4^e séance, tenue le 19 avril, le Forum a consacré une réunion-débat à l'Instance mondiale dédiée aux infrastructures, qui était présidée et animée par le Président du Conseil.

90. À la même séance, Joaquim Levy, Directeur général et Directeur financier principal au Groupe de la Banque mondiale, a prononcé un discours liminaire.

91. Des exposés ont été présentés par les intervenants suivants : Pablo Pereira dos Santos, Directeur du secteur de l'infrastructure et de l'environnement de la Banque interaméricaine de développement; Thomas Barrett, Directeur à la Banque européenne d'investissement; Craig Steffensen, représentant du Bureau de représentation de la Banque asiatique de développement en Amérique du Nord; et Laurence Carter, Directrice du Département des partenariats public-privé au Groupe de la Banque mondiale.

92. Au cours du débat qui a suivi, les représentants de l'Égypte, du Guatemala, du Brésil, de l'Australie et du Paraguay ont formulé des observations et posé des questions.

93. Une déclaration a été prononcée par Mohan Vivekanandan, de la Development Bank of Southern Africa.

94. Beatriz de Guindos, Administratrice suppléante au Groupe de la Banque mondiale pour le Costa Rica, El Salvador, l'Espagne, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua et le Venezuela (République bolivarienne du), a également pris la parole.

95. Le Président du Conseil a fait une déclaration.

IV. Adoption des conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental

96. Le Forum a examiné le point 3 de l'ordre du jour (Adoption des conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental) à sa 6^e séance, tenue le 20 avril 2016.

97. À la même séance, une déclaration a été faite par Vladimir Drobnyak (Croatie) en sa qualité de cofacilitateur du projet de conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental, dont avait été saisi le Conseil dans un document officieux distribué en anglais seulement.

98. À la même séance, le Président du Conseil a fait une déclaration.

99. Toujours à la 6^e séance, le Forum a adopté le projet de conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental figurant dans un document officieux distribué en anglais seulement, et a recommandé que le Conseil économique et social le transmette au Forum politique de haut niveau pour le

développement durable, organisé sous les auspices du Conseil (voir sect. I ci-dessus).

100. Toujours à la même séance, des déclarations ont été faites par les représentants de la Thaïlande (au nom du Groupe des 77 et de la Chine) et de l'Union européenne.

V. Adoption du rapport

101. Le Forum a examiné le point 4 de l'ordre du jour (Adoption du rapport) à sa 6^e séance, tenue le 20 avril 2016.

102. À la même séance, après une déclaration du Président du Conseil, le Forum a approuvé son projet de rapport (E/FFDF/2016/L.1) et a chargé le Président du Conseil de finaliser le rapport pour tenir compte de l'ensemble des travaux du Forum, y compris les travaux de la réunion finale, aux fins de présentation au Conseil.

VI. Questions d'organisation et autres questions

A. Ouverture et durée de la session

103. La première session du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 18 au 20 avril 2016, conformément aux dispositions des paragraphes 130 à 132 du Programme d'Action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (résolution 69/313 de l'Assemblée générale, annexe), des paragraphes 4 à 7 de la résolution 70/192 de l'Assemblée et de la décision 2016/210 du Conseil.

104. À la 1^{re} séance, tenue le 18 avril 2016, Oh Joon (République de Corée), Président du Conseil économique et social, a ouvert le Forum par une déclaration.

105. À la même séance, le Secrétaire général a fait une déclaration.

106. À la même séance également, le Président du Conseil a informé le Forum qu'en son absence, les séances seraient présidées par les vice-présidents du Conseil pour la session 2016.

B. Participation

107. À sa 1^{re} séance, tenue le 18 avril 2016, le Forum a adopté l'ordre du jour provisoire figurant dans le document E/FFDF/2016/1, qui était libellé comme suit :

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Financement du développement durable : suite à donner au Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement :
 - a) Réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement;

- b) Débat général;
 - c) Tables rondes et réunion-débat.
3. Adoption des conclusions et recommandations arrêtées sur le plan intergouvernemental.
 4. Adoption du rapport.

C. Règlement intérieur

108. À sa 1^{re} séance, tenue le 18 avril 2016, le Forum est convenu, sur proposition du Président, que le règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social ainsi que les dispositions pertinentes des résolutions 69/313 et 70/192 de l'Assemblée générale, y compris toute décision du Conseil, s'appliqueraient aux travaux de sa 1^{re} séance et de ses séances ultérieures, et a indiqué que, dans le cas de contradictions entre le règlement intérieur et les dispositions des résolutions de l'Assemblée et des décisions du Conseil, ces dernières prévaudraient.

D. Participation

109. Ont participé au Forum les représentants de 95 États Membres de l'Organisation des Nations Unies et États membres des institutions spécialisées et de l'Union européenne, ainsi que des représentants d'organisations intergouvernementales et d'autres entités, des représentants d'organismes des Nations Unies et des représentants d'organisations de la société civile et d'entités du secteur des entreprises. La liste des participants sera publiée sous la cote E/FFDF/2016/INF/2.

E. Documentation

110. La liste des documents dont le Forum était saisi figure à l'annexe au présent document.

F. Clôture du Forum

111. À la 6^e séance, tenue le 20 avril, le Président du Conseil a présenté ses observations finales et déclaré close la session inaugurale du Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement.

Annexe**Documentation**

<i>Cote</i>	<i>Titre ou description</i>
A/71/88-E/2016/68	Résumé établi par le Président du Conseil économique et social, des travaux du forum sur le suivi du financement du développement, y compris de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
E/FFDF/2016/1	Ordre du jour provisoire
E/FFDF/2016/2	Note du Secrétaire général sur le suivi des engagements et des initiatives énoncés dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement
E/FFDF/2016/L.1	Projet de rapport
E/FFDF/2016/INF/1	Note d'information établie par le Président du Conseil économique et social sur l'organisation du forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement de 2016
E/FFDF/2016/INF/2	Liste des participants
